



Présentation à la presse du comité de soutien à la candidature de *Thérèse Thiery*

Intervention de *Thérèse Thiery* : ses engagements, sa méthode et sa volonté de rassembler

16/06/2023

Seul le prononcé fait foi

Les sénatoriales 2023 : un enjeu démocratique

Dans le contexte économique et social actuel, caractérisé par l'urgence climatique et les inégalités qui sont de plus en plus criantes, certains peuvent douter de l'efficacité de l'action politique. Et, malheureusement, l'actualité récente semble leur donner raison. C'est pourquoi **l'enjeu de l'élection sénatoriale est d'abord démocratique.**

Une majorité de Français a contesté le projet de réforme des retraites que le Président de la République et son Gouvernement nous ont imposé. Comme beaucoup d'entre vous, j'étais dans les manifestations pour contester l'allongement de l'âge légal du départ à la retraite. Cette expression de la démocratie sociale était absolument nécessaire ; mais pour aboutir concrètement, notre contestation légitime – majoritaire dans le Pays- aurait impérativement dû pouvoir trouver un débouché politique au Parlement.

Ça n'a malheureusement pas été le cas. Dans le Morbihan, seuls deux parlementaires, Paul Molac à l'Assemblée Nationale et Joël Labbé au Sénat, se sont opposés au projet gouvernemental. Malgré leur détermination, ils n'étaient pas assez nombreux d'autant que le Gouvernement a imposé ses choix de procédures. Le débat parlementaire a été délibérément empêché.

Pour peser sur les choix politiques de la Nation, **l'enjeu premier est bien de conforter et de renforcer l'expression de la Gauche écologiste et sociale au Sénat pour porter une exigence de renforcement de notre démocratie.**

Nous avons en effet besoin d'une démocratie vivante où la diversité des sensibilités politiques de nos concitoyens doit être mieux prise en compte et où les élus de la Nation doivent aussi être mieux respectés. La nécessaire verticalité du pouvoir n'est légitime qu'à la condition que les citoyens et leurs représentants

soient consultés et écoutés. À défaut, la démocratie et l'exercice même du droit de vote sont mis en question et les extrêmes se nourrissent toujours de cet affaiblissement démocratique.

Autre inquiétude : l'abandon des maires et des élus locaux laissés sans soutien face à l'immensité de leurs responsabilités ou encore face à des enjeux qui relèvent de l'État lui-même. La démission du maire de Saint-Brévin-les-Pins en est malheureusement le triste symbole. Il aura fallu que sa maison soit incendiée pour que l'État au plus haut niveau prenne la mesure de sa détresse...

Les maires et élus locaux n'en peuvent plus de ce pouvoir technocratique éloigné du terrain, édictant en permanence des normes et contraintes financières sans laisser le minimum d'autonomie aux collectivités locales et à ses représentants.

Élue de terrain pendant de nombreuses années, tant au niveau communal qu'intercommunal ainsi qu'au Conseil départemental, je porte cette profonde conviction que notre société française ne conserve un minimum de cohésion autour d'un socle de valeurs républicaines que grâce à l'engagement de tous les instants de ses élus locaux. Il est donc impératif de les respecter, de prendre en compte leur parole et de les aider dans leur action quotidienne.

Le premier engagement que je prends devant vous, c'est d'être une sénatrice à l'écoute des collectivités et un relai de tous nos élus locaux auprès du Gouvernement et des pouvoirs publics.

Une urgence absolue : préserver notre planète

En ce qui concerne notre avenir sur notre bonne vieille Terre, la question de la gestion des transitions (eau, énergie, préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, alimentation, etc.) est centrale. Ce n'est pas, ou plus, une simple ligne ou un paragraphe dans un programme électoral ; il s'agit d'un enjeu vital qui doit irriguer l'ensemble des politiques publiques et mobiliser, quoi qu'il en coûte, les ressources nécessaires : en temps de guerre on ne se pose pas la question du financement des actions de défense nationale et on mobilise les ressources disponibles. L'urgence climatique nécessite que l'on raisonne aujourd'hui de la même manière pour financer les transitions écologiques.

Or sur ce plan, le Gouvernement n'a pas pris la mesure des enjeux. En rejetant la proposition du rapport Pisani-Ferry visant à instaurer un impôt temporaire pour 10 % des français les plus riches pour financer les mesures de lutte contre le réchauffement climatique, l'État se prive de ressources au nom d'un dogme libéral de réduction des impôts.

Mon second engagement est de mettre la préservation de notre environnement en tête de mes priorités d'action. Nous devons impérativement avoir une politique budgétaire offensive en la matière et je considère dans ce contexte d'urgence absolue que l'objectif annoncé de réduction du poids de la dette de 0,2 % est complètement surréaliste.

Mais, entendons-nous bien, mon approche écologique n'est ni dogmatique, ni punitive. Je pense notamment à l'agriculture. Le modèle productiviste a été un moteur du développement économique et de l'essor breton. Pour aller vers des modes de production économiquement rentables tout en étant respectueux de l'environnement, n'opposons pas les uns aux autres. Mettons-nous d'accord sur les objectifs à atteindre.

Une condition nécessaire : réduire les inégalités

Si pour nos concitoyens les plus aisés, la question des transitions et de leurs financements n'est pas nécessairement rédhibitoire, il n'en va pas de même pour une grande majorité de Français. Les accès à l'eau, à l'énergie, au logement, à des mobilités décarbonées ou encore à une alimentation de qualité, se heurtent en effet à de redoutables problèmes de revenus qui hypothèquent de fait les transitions elles-mêmes. Or, la bataille du climat ne peut se mener en laissant toute une part de la population au bord du chemin. Il faudra donc aider encore plus ceux qui en ont besoin.

Mon troisième engagement est de toujours penser les nécessaires transitions en gardant en perspective la solidarité et la justice sociale. Je pense notamment qu'un rééquilibrage de la répartition des revenus entre le travail et le capital est absolument nécessaire. Je pense aussi que l'eau, l'énergie ou la biodiversité, qui sont par nature des biens communs, ne peuvent relever des seuls mécanismes du marché.

En matière de solidarité et de justice sociale, la centaine de maires du Morbihan que j'ai rencontrés à ce jour me parle quasiment systématiquement des difficultés de logement. Le logement digne est un droit et il est en effet très inquiétant de constater que l'accès au logement est devenu un luxe inaccessible pour une part croissante de la population.

Le Conseil national de la refondation pour le logement, réunissant tous les acteurs du logement a bien partagé ce diagnostic et proposé un ensemble de mesures au Gouvernement.

Là encore, cette très large consultation, très médiatisée, a accouché d'une souris le 5 juin dernier : le Gouvernement ne déviant pas de sa volonté de réduire la dépense publique en a même profité pour baisser de 2 milliards les crédits affectés au logement ! Les professionnels du logement comme les associations qui luttent contre le mal-logement n'ont pas hésité à faire part de leur colère et ont dénoncé, à juste titre, des "mesurettes". Or on attend de l'État qu'il donne une véritable impulsion. Le logement doit faire l'objet d'une vraie priorité budgétaire et j'entends bien peser en ce sens au Parlement.

Autre sujet que les maires évoquent presque tous : l'accès aux soins. Là encore, l'État doit donner l'impulsion et assurer un minimum de régulation. Je suis triste de voir à l'entrée des bourgs « cherche médecin »... Chaque maire, avec son équipe municipale, cherche à faire venir la perle rare en inventant des dispositifs attractifs. Je le comprends, ils n'ont pas le choix. Mais ne serait-ce pas à l'État de réguler les implantations médicales afin de garantir un minimum d'équité territoriale ?

Une candidature portée par un collectif et soutenue par Joël Labbé

Joël Labbé, seul sénateur de gauche et écologiste du Morbihan, a décidé de ne pas se représenter après deux mandats bien remplis. Il a effectué un travail remarquable et une Loi sur l'usage des pesticides porte même son nom, ce qui est probablement une première pour un sénateur morbihannais et ce qui témoigne de la reconnaissance de l'ensemble du Parlement pour la qualité de son travail. Je tiens à lui en rendre hommage et serai fière d'inscrire mon action de sénatrice dans ses traces.

Joël Labbé a accepté d'être le président d'honneur de mon comité de soutien et je l'en remercie.

Ce comité rassemble des élus de toutes sensibilités, humanistes et progressistes, écologistes et pro-européennes, ancrés dans les différents territoires du Morbihan. A l'image de ce que sera la future liste que j'aurai l'honneur de conduire lors de la prochaine élection sénatoriale du 24 septembre prochain, cette équipe qui me soutient rassemble très largement à gauche, au-delà des approches partisanes. **Gisèle Guilbart et Pascal Barret, vice-présidents de mon comité de soutien**, en assureront l'animation pendant la campagne électorale. Je les remercie également très sincèrement pour leur appui à mes côtés.

Parmi ces premiers soutiens, je remercie aussi :

Joël Labbé : Sénateur ; **Gisèle Guilbart** ; Ancienne maire de Quistinic ; **Pascal Barret** : Maire d'Arradon ; **Marie-Madeleine Dréan** : Adjointe Arradon ; **André Gall** : Ancien Maire d'Arradon ; **Thibault Grollemund** : Maire de Le Palais ; **Dominique Beghin** : Maire de Lanvaudan ; **Guy Hercend** : Maire d'Étel ; **Etienne Pigeon** : Adjoint Etel ; **Patrice Le Penhuizic** : Maire de Lauzach ; **Guenaël Launay** : Maire de Augan ; **Jean-Luc Guilloux** : Maire de Ploërdut, **Michèle Le Romancer** : Adjointe Kervignac ; **Marc Roppers** : Maire de Cléguérec ; **Françoise Guillerm** : Maire de Langonnet ; **Jean-Yves Josse** : Maire de La Croix-Helléan ; **Christophe Le Fée** : conseiller municipal Rianteac ; **Marie-**

France Normant : *Conseillère municipale Larmor-Plage* ; **Gabriel Le Seigle** : *Conseiller municipal Larmor- Plage* ;

Myrienne Coché : *Conseillère Départementale* ; **Rozenn Métayer** : *Conseillère Départementale* ;

Jean-Michel Le Boulanger : *Ancien vice-président Région Bretagne*.

Pendant la campagne électorale, ce comité de soutien m'apportera sa réflexion et son conseil sur les différents thèmes du débat sénatorial. Il constituera également un relai pour les élus locaux et nos concitoyens. A l'écoute de leurs préoccupations, il a aussi pour mission de faire connaître ma candidature et mes prises de position.

Après l'élection, ce comité a vocation à se pérenniser en groupe « expert » que j'ai l'intention de consulter et d'associer à mon travail parlementaire que je n'imagine pas déconnecté du terrain.

Ce comité est ouvert à toutes celles et ceux qui voudront bien réfléchir et agir ensemble pour faire progresser nos valeurs articulées autour des trois thématiques fortes que j'ai évoquées précédemment : la démocratie, l'écologie et la solidarité.

A ce jour, aucun accord avec les partis politiques de gauche n'a pu être trouvé et je le regrette. Nous nous sommes parlé à plusieurs reprises. Mais la discussion butte sur la capacité d'autonomie de leurs responsables locaux. Ces partis sont en effet dans des stratégies de marchandages nationaux pour se répartir des positions éligibles dans les différents départements.

Ceci étant, ma porte est ouverte et nous continuerons à fédérer très largement autour de notre liste. Avec ou sans les partis traditionnels, je continuerai en effet de proposer une espérance dans la continuité de l'action menée toutes ces dernières années par *Joël Labbé*, mais aussi -avant et avec lui- par *Odette Herviaux* et *Michel Le Scouarnec*.

Dans le contexte politique actuel, il est en effet impératif de doter le Parlement d'une réelle capacité politique avec des élus d'expérience, ancrés sur leurs territoires et libres, en conscience, de leurs votes.

C'est dans cette perspective que je souhaite mettre toute mon énergie et ma détermination au service de la Nation et des élus morbihannais. Mon histoire personnelle comme mon expérience politique attestent de la sincérité et de la crédibilité de cet engagement.

Morbihan war-raok !